



Version imprimée



PM 051 2007-01-29 PROGRAMME DE SÉCURITÉ DU MINISTÈRE

Table des matières

1. [Contexte](#)
 2. [Politique](#)
 3. [Portée](#)
 4. [Définitions](#)
 5. [Rôles et responsabilités](#)
 6. [Lignes directrices et procédures](#)
 7. [Conformité](#)
 8. [Références](#)
 9. [Annulation](#)
 10. [Demandes de renseignements](#)
-
- [Annexe A - Structure de sécurité répartie du Ministère](#)
 - [Annexe B - Comité de la sécurité du Ministère - Mandat](#)

1. CONTEXTE

L'objectif de la [Politique du gouvernement sur la sécurité](#) (PGS) du Conseil du Trésor est de soutenir l'intérêt national et les objectifs opérationnels du gouvernement du Canada en assurant la sauvegarde des employés et des biens, ainsi que la prestation continue des services. Aux termes de la PGS, les ministères fédéraux doivent établir et diriger un programme de sécurité afin d'assurer la coordination de toutes les fonctions associées à la PGS et le respect des exigences de la PGS.

Afin de mettre en application la [PGS](#), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a adopté une structure de gouvernance répartie en matière de sécurité, illustrée à l'[annexe A](#). La présente politique ministérielle (PM) établit le cadre fondamental du Programme de sécurité du Ministère relativement à la structure de gouvernance répartie. Elle sert aussi de référence commune pour toutes les autres PM en matière de sécurité.

Nota : La notion de « renseignements protégés » comprend celle de « renseignements personnels ».



2. POLITIQUE

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) doit :

- a. s'acquitter des responsabilités suivantes aux termes de la [PGS](#) en tant qu'un ministère responsable en matière de sécurité :
 1. élaborer et mettre en œuvre le Programme de la sécurité industrielle pour le compte du gouvernement fédéral afin d'assurer la sécurité des renseignements classifiés et protégés confiés à des organisations du secteur privé canadiennes et internationales et d'empêcher l'accès non autorisé à des marchandises contrôlées au Canada. Cette responsabilité comporte les activités suivantes :

- a. élaborer des normes opérationnelles et de la documentation technique relativement à la sécurité des marchés, en consultation avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les autres ministères;
 - b. procéder à l'enquête de sécurité du personnel des entrepreneurs du secteur privé;
 - c. s'assurer que les clauses des contrats renferment des dispositions adéquates en matière de sécurité;
 - d. s'assurer que les entreprises ayant accès à des renseignements et à des biens désignés et protégés (non seulement du Canada mais également des autres pays) respectent les exigences en matière de sécurité et soient inspectées;
 - e. prendre des dispositions administratives relativement aux visiteurs étrangers;
 - f. s'assurer qu'on respecte les exigences en matière de sécurité relativement au transport de documents;
 - g. s'assurer qu'on prend les mesures appropriées pour ce qui est de l'examen, de la possession, du transfert et de l'aliénation de marchandises contrôlées au Canada afin d'empêcher que des personnes non autorisées aient accès à des marchandises contrôlées;
 - h. élaborer et donner de la formation sur la sécurité des marchés;
 - i. tenir une base de données des personnes et des organismes du secteur privé ayant une cote de fiabilité ou de sécurité valide leur permettant l'accès à des biens du gouvernement;
 - j. négocier des arrangements, des protocoles d'entente et des ententes internationales de sécurité industrielle au nom du gouvernement du Canada, en collaboration avec Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada;
2. contrôler les biens liés à la sécurité des communications ([COMSEC](#)) du gouvernement confiés au secteur privé;
 3. veiller à ce que les entrepreneurs respectent les exigences en matière de sécurité des contrats visant des biens relatifs à la sécurité des technologies de l'information;
 4. assurer la prestation de services de sécurité de base pour les immeubles, lorsque TPSGC est le ministère gardien;
 5. assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des services communs de technologie de l'information que TPSGC fournit aux autres ministères;
 6. assurer la prestation continue des services conformément à la PGS (y compris les [normes opérationnelles](#) de la PGS) au moyen de mesures de sécurité de base, de la planification de la continuité des opérations et de la gestion continue des risques.
- b. sauvegarder les renseignements protégés ou classifiés et les autres biens dont TPSGC a la garde, conformément à la [PGS](#), y compris les [normes opérationnelles](#) de la PGS;
 - c. assurer la protection et la sécurité des employés de TPSGC, conformément à la partie II du [Code canadien du travail](#) et à la [PGS](#), y compris les [normes opérationnelles](#) de la PGS;
 - d. intégrer les exigences de sécurité à tous les plans et à toutes les activités du Ministère aussi bien qu'à toute planification ministérielle des locaux, y compris, de façon non limitative :
 1. aux projets de construction ou de modification entrepris par TPSGC en tant qu'occupant, en tant que ministère gardien et en tant que principal organisme fédéral chargé d'assurer la sécurité de l'immeuble de base pour les locaux à bureau à vocation générale;
 2. aux marchés passés par TPSGC en tant qu'autorité contractante et aux documents précontractuels dont il est responsable;
 3. aux projets liés à la technologie de l'information entrepris par TPSGC en tant qu'organisme responsable de la prestation de services communs.
 - e. signaler et enquêter sur les infractions et les manquements réels ou apparents à la sécurité et au respect de la vie privée et faire des enquêtes sur ceux-ci, prendre les mesures correctives nécessaires et tenir un dossier de toutes les

enquêtes et de toutes les recommandations connexes;

f. faire rapport sur les preuves, allégations ou soupçons concernant la participation d'un employé à l'une des activités suivantes et mener des enquêtes spéciales :

1. fraude;
2. appropriation illicite;
3. détournement de fonds;
4. violation de lois, de règlements ou de lignes directrices du Ministère ayant trait à la conduite en milieu de travail;
5. autres activités qui ne sont pas dans l'intérêt de TPSGC.



3. PORTÉE

La présente PM s'applique à tous les employés de TPSGC, y compris ceux des organismes de services spéciaux; aux personnes autorisées à utiliser les renseignements protégés ou classifiés et les autres biens (tels que définis dans la [PGS](#)) qui sont associés aux programmes du gouvernement, aux contrats et aux autres ententes gérées par TPSGC; et à d'autres personnes qui sont autorisées, aux termes du Programme de la sécurité industrielle, à examiner, à posséder ou à transférer les marchandises contrôlées dont TPSGC est responsable.

Des PM distinctes ont été diffusées sur des éléments du Programme de sécurité du Ministère, y compris la sécurité ministérielle, la sécurité des technologies de l'information, la sécurité industrielle, la planification de la continuité des activités ainsi que les enquêtes sur la fraude, les conflits d'intérêts et les actes répréhensibles signalés grâce à la divulgation interne. Ces politiques sont énumérées à l'article 9, Références.



4. DÉFINITIONS

Bien classifiés (*classified assets*) désigne tout bien dont la divulgation sans autorisation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à l'intérêt national.

Bien protégés (*protected assets*) désigne tout bien dont la divulgation sans autorisation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à des intérêts non reliés à l'intérêt national.

Compromission (*compromise*) désigne toute divulgation, destruction, suppression, modification, interruption ou utilisation non autorisées des biens (tels que définis dans la [Politique du gouvernement sur la sécurité](#)), ou tout examen, possession ou transfert non autorisés de marchandises contrôlées.

Enquêtes spéciales (*special investigations*) désigne les enquêtes menées sur des activités qui sont visées par la [PM 026 – Enquêtes de la Direction générale de la vérification et de l'éthique](#) et qui sont interdites en vertu de la [Politique du Conseil du Trésor sur les pertes de deniers et infractions et autres actes illégaux commis contre la Couronne](#) (y compris la fraude, l'appropriation illicite et le détournement de fonds), du [Code criminel](#) et d'autres lois fédérales dans des situations où l'État est la victime; sur la non-observation de la [PM 063 – Les conflits d'intérêts et l'après-mandat](#); sur des actes considérés comme répréhensibles en vertu de la [PM 081 – Divulgation interne d'information concernant des actes fautifs au travail](#); sur des plaintes relatives à des conflits d'intérêts selon le [Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique](#) (publié par le Conseil du Trésor); et sur des actes répréhensibles à l'égard de la fonction de receveur général.

Enquêtes sur les incidents de sécurité (*security incident investigations*) désigne les enquêtes menées sur l'une des situations suivantes : profération de menaces contre des employés du Ministère; violence en milieu de travail (qui fait l'objet de la [PM 076 – Violence en milieu de travail](#)); infraction ou manquement à la sécurité; obstruction au droit d'accès à l'information consenti en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) et de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#); dommages matériels et autres pertes essuyées par l'État pour cause de vandalisme, d'introduction par effraction ou de vol; utilisation illégale ou illicite du matériel du gouvernement; et autres infractions et actes illégaux commis à l'encontre de l'État.

Évaluation de la menace et des risques (*threat and risk assessment*) désigne une analyse de la probabilité qu'un bien puisse être compromis à la suite de l'exploitation de ses points faibles, compte tenu de l'efficacité des mesures de sécurité


actuelles ou proposées.

Infraction à la sécurité (*breach of security*) désigne toute action qui mène à la compromission des biens protégés ou classifiés (y compris les renseignements) ou de marchandises contrôlées.

Intérêt national (*national interest*) désigne ce qui concerne la défense et le maintien de la stabilité sociopolitique et économique du Canada.

Manquement à la sécurité (*violation of security*) désigne tout acte ou omission qui contrevient à une disposition de la [Politique du gouvernement sur la sécurité](#) (PGS), notamment le fait de négliger de classer des renseignements protégés ou classifiés conformément à la PGS; de classer des renseignements protégés ou classifiés à l'encontre de la PGS; de modifier, de garder, de détruire ou de supprimer sans autorisation des renseignements protégés ou classifiés; et d'interrompre sans autorisation l'acheminement de renseignements protégés ou classifiés.

Marchandises contrôlées (*controlled goods*) désigne les marchandises énumérées à la partie II de la [Loi sur la production de défense \(article 35\)](#).

Renseignements classifiés (*classified information*) désigne tout renseignement d'intérêt national susceptible d'être visé par une exclusion ou une exception en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) ou de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), et dont la divulgation sans autorisation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à l'intérêt national. Ces renseignements sont classés « confidentiels » (si le préjudice possible est juste au-dessus du seuil de l'intérêt national), « secrets » (si le préjudice possible est grave) ou « très secrets » (si le préjudice possible est exceptionnellement grave). Voir également le « [Guide ministériel commun de classification et de désignation de l'information et des biens](#) » .

Renseignements personnels (*personal information*) désigne tout renseignement, quel que soit sa forme et son support, concernant un individu identifiable, tel que défini à l'article 3 de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#). Cela comprend, entre autres, les renseignements touchant la race, l'âge ou la situation de famille de l'individu; les renseignements relatifs à son éducation, à son dossier médical, à son casier judiciaire, à ses antécédents professionnels ou à des opérations financières auxquelles il a participé; tout numéro identificateur qui lui est propre; ses empreintes digitales; son adresse; ses opinions; et ainsi de suite. Les renseignements personnels ne comprennent pas des renseignements particuliers concernant le poste ou les fonctions d'un fonctionnaire fédéral (voir [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), section 3, définition de « renseignements personnels », alinéa j)), les renseignements sur les services fournis par un individu au titre d'un contrat à une institution fédérale (*ibid.*, alinéa k)), les renseignements sur les avantages financiers facultatifs (*ibid.*, alinéa l)) et les renseignements liés à un individu décédé depuis plus de vingt ans (*ibid.*, alinéa m)). Les renseignements personnels sont un sous-ensemble de renseignements protégés.

Renseignements protégés (*protected information*) désigne tout renseignement autre que d'intérêt national susceptible d'être visé par une exclusion ou une exception en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) ou de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), et dont la divulgation sans autorisation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à des intérêts non reliés à l'intérêt national.






Sécurité des technologies de l'information (*information technology security*) désigne les mesures de sauvegarde visant à préserver la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité, l'utilisation prévue et la valeur des renseignements conservés, traités ou transmis par voie électronique.











5. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

- a. Le sous-ministre a l'obligation de rendre compte de la protection de tous les employés et de tous les biens (y compris les renseignements) dont TPSGC a la garde et de la mise en œuvre, au sein de TPSGC, des exigences législatives liées aux marchandises contrôlées.
- b. Le sous-ministre adjoint, Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications, a les fonctions suivantes :
 1. administrer le Programme de sécurité du Ministère;
 2. représenter TPSGC au sein du Comité des sous-ministres adjoints sur la sécurité publique;
 3. représenter TPSGC au sein du Comité consultatif principal sur la politique de sécurité.
- c. Le directeur général, Secteur de la santé, de la protection, de la sécurité, des urgences et de

l'administration, est agent de sécurité du Ministère (ASM). L'ASM a les fonctions suivantes :

1. représenter TPSGC dans le cadre d'échanges avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et avec d'autres ministères en ce qui concerne la [PGS](#);
 2. représenter TPSGC au sein du Comité des ASM sur l'intervention immédiate, qui est comité sur le niveau de préparation présidé par le Bureau du Conseil privé;
 3. diriger le Programme de sécurité du Ministère conformément à la [PGS](#), y compris les [normes opérationnelles](#) de la PGS, notamment en développant, en mettant en œuvre, en maintenant et en contrôlant le programme en étroite collaboration avec tous les agents désignés qui sont chargés d'éléments de certains aspects de la structure de gouvernance répartie en matière de sécurité;
 4. diriger le Programme de la sécurité ministérielle, qui fait l'objet de la [PM 052 – Programme de la sécurité ministérielle](#) ;
 5. diriger le Programme des enquêtes spéciales relativement à la [PM 026](#) , à la [PM 063](#)  et à la [PM 081](#) ;
 6. interpréter la [PGS](#), y compris les [normes opérationnelles](#) de la PGS, au nom de TPSGC;
 7. promulguer les politiques ministérielles relatives à la sécurité;
 8. établir des normes et des procédures ministérielles relatives à l'évaluation des risques et des menaces;
 9. présider le Comité de la sécurité ministérielle, qui est formé de représentants d'organisations faisant partie de la structure de gouvernance répartie en matière de sécurité de TPSGC et de représentants spéciaux d'autres organisations du Ministère. Ce comité coordonne la mise en œuvre du Programme de sécurité du Ministère, donne des conseils à l'ASM et sert d'organisme d'examen et d'approbation pour toutes les politiques ministérielles relatives à la santé, à la sécurité et à la protection. (Voir l'[annexe B](#), « Comité de la sécurité ministérielle – Mandat »);
 10. donner une orientation fonctionnelle aux responsables de la sécurité dans les régions.
- d. Le directeur, Direction de la sécurité ministérielle, est agent de sécurité du Ministère adjoint (ASMA). L'ASMA est responsable des activités suivantes :
1. appuyer l'ASM en administrant les activités dont l'ASM est responsable;
 2. diriger les activités réalisées dans le cadre du Programme de la sécurité ministérielle ([PM 052](#) ) , qui vise à assurer:
 - a. la protection du personnel, de l'information et d'autres biens dans l'ensemble de TPSGC à travers le Ministère;
 - b. la protection des immeubles dont TPSGC est responsable à titre de principal organisme chargé d'assurer la sécurité de l'immeuble de base pour les locaux à bureau à vocation générale;
 - c. l'intégrité de l'infrastructure nationale essentielle dont TPSGC a la responsabilité;
 - d. la disponibilité de l'infrastructure essentielle de TPSGC pour le gouvernement et pour les Canadiens et les Canadiennes.
 3. gérer le Programme de l'analyse des renseignements de sécurité, qui comprend les activités suivantes :
 - a. la collecte, le regroupement et l'analyse des renseignements concernant la protection du personnel, des services, des renseignements, des infrastructures essentielles et des autres biens de TPSGC;
 - b. la fourniture aux cadres supérieurs de TPSGC d'évaluation des menaces, d'analyses des tendances, de des conseils et d'autres données tirées de renseignements de sécurité avant que des événements potentiellement dangereux surviennent;
 - c. la coordination de l'analyse d'information à l'appui de la réponse de TPSGC aux changements apportés aux niveaux de préparation, tels que définis dans la « [Norme opérationnelle de sécurité – niveaux de préparation des installations du gouvernement fédéral](#) » de la PGS.

4. diriger le Programme de sécurité de la Cité parlementaire et le Programme de sécurité des bureaux régionaux de ministres.
- e. Le directeur, Direction des préparatifs d'urgence ministériels, est chargé de coordonner le Programme de planification de la continuité des opérations.
- f. Le directeur, Direction des enquêtes spéciales, est responsable des activités suivantes :
 1. mener des enquêtes spéciales, qui font l'objet de la [PM 026](#) , de la [PM 063](#)  et de la [PM 081](#) ;
 2. mener des enquêtes sur les incidents de sécurité, à la demande du directeur, Direction de la sécurité ministérielle.
- g. Le sous-ministre adjoint, Direction générale des conseils, de l'information et des services partagés services d'information du gouvernement, est responsable de la gestion du Programme de la sécurité industrielle, qui fait l'objet de la [PM 054 – Programme de la sécurité industrielle](#) . Ce programme est composé des secteurs d'activité de la sécurité des contrats et des marchandises contrôlées et il comprend les éléments suivants :
 1. sécurité dans la passation de marchés;
 2. enquête de sécurité du personnel;
 3. enquête de sécurité sur les organismes;
 4. sécurité industrielle internationale;
 5. Programme mixte d'agrément;
 6. analyse de la propriété, du contrôle et de l'influence étrangers;
 7. marchandises contrôlées.
- h. Le directeur général, Secteur de la sécurité industrielle, est responsable de la prestation du Programme de la sécurité industrielle ([PM 054](#) ). Le directeur général met en œuvre ce programme par l'intermédiaire de la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale et de la Direction des marchandises contrôlées.
- i. Le sous-ministre adjoint des Services d'infotechnologie est chargé d'administrer le Programme de sécurité de la technologie de l'information. Ce programme fait l'objet de la [PM 055 – Programme de sécurité de la technologie de l'information](#) .
- j. Le directeur, Direction de la sécurité de la technologie de l'information, est responsable de la direction des activités réalisées dans le cadre du Programme de sécurité de la technologie de l'information (TI) ([PM 055](#) ). Le directeur agit également à titre de coordonnateur de la sécurité de la technologie de l'information (TI) du Ministère.
- k. Le sous-ministre adjoint, Direction générale des biens immobiliers, est chargé d'assurer la sécurité de l'immeuble de base, conformément à la [PGS](#), pour les biens immobiliers que TPSGC administre en tant que ministère gardien. Cette responsabilité comprend les fonctions suivantes, sans s'y limiter :
 1. fournir et financer des mesures de protection de la sécurité matérielle afin de protéger les biens de l'immeuble de base;
 2. construire ou modifier les éléments de sécurité, au besoin, afin d'accroître la protection des biens de l'immeuble de base au delà du niveau minimum exigé;
 3. faire de la recherche et du développement des technologies relatives à la sécurité de l'immeuble afin de les intégrer dans la conception, la construction et la rénovation des installations;
 4. s'assurer que les mesures de protection de l'immeuble de base et les activités connexes (y compris le travail effectué dans le cadre de contrats) sont conformes à la [PGS](#).
- l. Le directeur général, Secteur des programmes professionnels et techniques, est chargé d'assumer les fonctions suivantes :

1. faire connaître et mettre en œuvre les **normes opérationnelles** de la **PGS** relatives à la sécurité de l'immeuble de base;
 2. coordonner les évaluations de la menace et des risques pour les immeubles de base;
 3. appliquer les programmes de sécurité de TPSGC en accomplissant les responsabilités dont les ministères gardiens sont chargés en vertu de la **PGS**;
 4. diriger la recherche et le développement de technologies relatives à la sécurité de l'immeuble.
- m. Le directeur général, Direction générale de la vérification et de l'évaluation, est chargé d'effectuer périodiquement des vérifications du Programme de sécurité du Ministère.
- n. Les responsables des directions générales et les présidents-directeurs généraux sont chargés de financer et d'appliquer au sein de leurs organisations les programmes et les mesures de sécurité approuvés par au sein de TPSGC.
- o. Les gestionnaires sont chargés de mettre en œuvre le Programme de sécurité du Ministère au sein de leurs unités organisationnelles.
- p. Les représentants des ressources humaines sont chargés de fournir aux gestionnaires des conseils et un soutien fonctionnels relativement à la mise en œuvre de la **PM 052 – Programme de la sécurité ministérielle** , comme partie intégrante du Programme de sécurité du Ministère.
- q. Les employés et les contractuels sont chargés d'appliquer et de respecter les procédures de sécurité approuvées par TPSGC en vue de sauvegarder les renseignements et les biens classifiés ou protégés qui relèvent d'eux.



6. LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES

Les lignes directrices et les procédures détaillées régissant la mise en œuvre du Programme de sécurité du Ministère et de ses éléments constitutifs (sauf en ce qui concerne les marchandises contrôlées) sont diffusées dans des documents énumérés à la section 8 sous la rubrique « Publications de TPSGC ». Les lignes directrices et les procédures pour les marchandises contrôlées sont affichées sur le site de la **Direction des marchandises contrôlées**.



7. CONFORMITÉ

Il est obligatoire de se conformer à cette PM, qui est soumise aux dispositions de la **PGS**, à la législation s'y rattachant et à la partie II de la **Loi sur la production de défense**.



8. RÉFÉRENCES

Lois et règlements :













- **Code canadien du travail, partie II**;
- **Code criminel**;
- **Loi sur l'accès à l'information**;
- **Loi sur la gestion des finances publiques**;
- **Loi sur la production de défense, partie 2**;
- **Loi sur la protection des renseignements personnels**;
- **Règlement sur les marchandises contrôlées**.

Publications du Conseil du Trésor :

- **Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique**;
- **Politique du gouvernement sur la sécurité** (PGS), qui comprend les normes de sécurité opérationnelles, dont les suivantes :
 - **« Norme de sécurité relative à l'organisation et l'administration »**;
 - **« Norme opérationnelle de sécurité : Gestion de la sécurité des technologies de l'information (GSTI) »**;

- « Norme opérationnelle de sécurité – niveaux de préparation des installations du gouvernement fédéral »;
- « Norme opérationnelle sur la sécurité matérielle ».
- Politique sur les pertes de deniers et infractions et autres actes illégaux commis contre la Couronne.

Publications de TPSGC :

- PM 001 – Politique de préparatifs d'urgence pour Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 
- PM 014 – Protection des renseignements personnels et particuliers au travail 
- PM 026 – Enquêtes de la Direction générale de la vérification et de l'éthique 
- PM 052 – Programme de la sécurité ministérielle 
- PM 053 – Signalement des infractions à la sécurité et des manquements à la sécurité réels ou soupçonnés 
- PM 054 – Programme de la sécurité industrielle 
- PM 055 – Programme de sécurité de la technologie de l'information (TI) 
- PM 063 – Les conflits d'intérêts et l'après-mandat 
- PM 076 – Violence en milieu de travail 
- PM 081 – Divulgence interne d'information concernant des actes fautifs au travail 
- Guide des approvisionnements;
- Guide pour la gestion des AFPS – procédure d'exploitation uniformisée : Sécurité de l'immeuble de base 
- Lettre d'appel nationale – plans de gestion des immeubles 



9. ANNULATION

La présente PM remplace la version datée du 13 février 2003.



10. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Agent de sécurité du Ministère et directeur général
Secteur de la santé, de la protection, de la sécurité, des urgences et de l'administration
Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications
819-956-3121

Agent de sécurité du Ministère adjoint et directeur
Direction de la sécurité ministérielle
Secteur de la santé, de la protection, de la sécurité, des urgences et de l'administration
Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications
819-956-2826

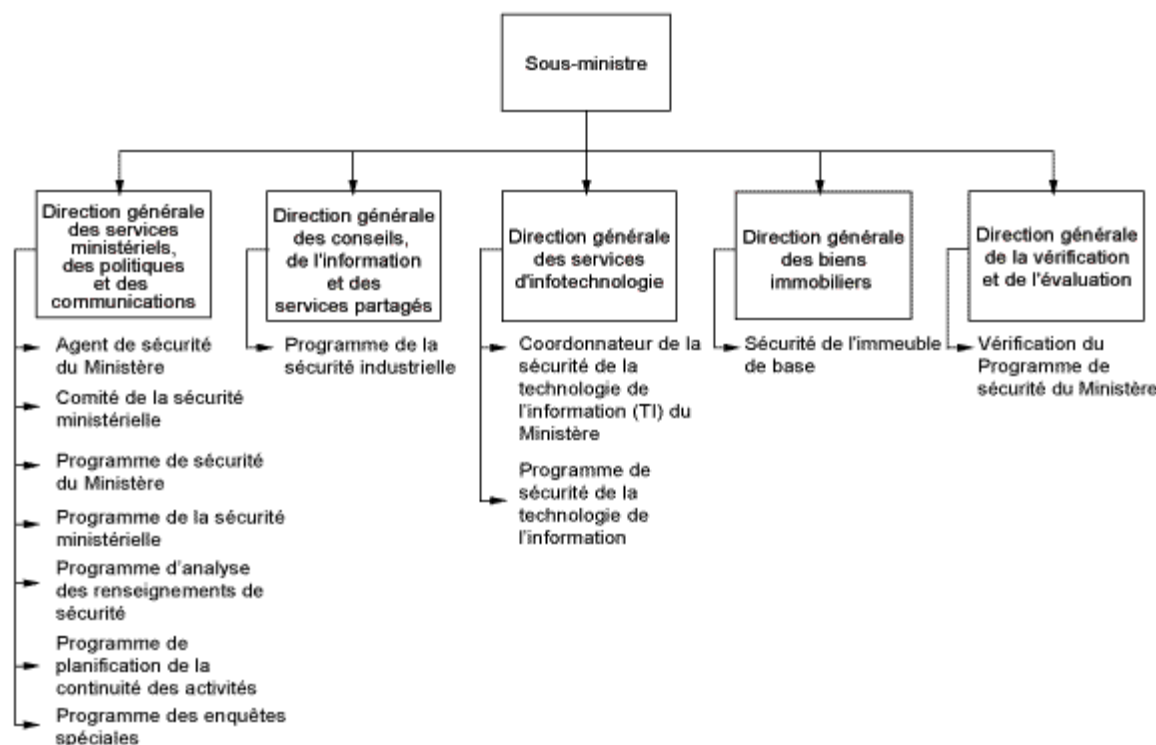
Le sous-ministre et
sous-receveur général du Canada,

I. David Marshall
a signé l'original

I. David Marshall



Annexe A - STRUCTURE DE GOUVERNANCE RÉPARTIE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ



- Sous-ministre
 - Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications
 - Agent de sécurité du Ministère
 - Comité de la sécurité ministérielle
 - Programme de sécurité du Ministère
 - Programme de la sécurité ministérielle
 - Programme d'analyse des renseignements de sécurité
 - Programme de planification de la continuité des activités
 - Programme des enquêtes spéciales
 - Direction générale des conseils, de l'information et des services partagés
 - Programme de la sécurité industrielle
 - Direction générale des services d'infotechnologie
 - Coordonnateur de la sécurité de la technologie de l'information (TI) du Ministère
 - Programme de sécurité de la technologie de l'information
 - Direction générale des biens immobiliers
 - Sécurité de l'immeuble de base
 - Direction générale de la vérification et de l'évaluation
 - Vérification du Programme de sécurité du Ministère



Annexe B - COMITÉ DE LA SÉCURITÉ MINISTÉRIELLE - MANDAT

1. OBJECTIF

Le Comité de la sécurité ministérielle (CSM) coordonne la mise en œuvre du Programme de sécurité du Ministère et sert d'organisme consultatif pour l'agent de sécurité du Ministère (ASM). Il sert également d'organisme d'examen et d'approbation pour toutes les politiques ministérielles (PM) relatives à la santé, à la sécurité et à la protection. Toutefois, le CSM ne dirige pas les activités des organisations membres.

2. PORTÉE

Le CSM fait le même usage du terme « sécurité » qu'en fait la [Politique du gouvernement sur la sécurité \(PGS\)](#), c'est-à-dire comprenant les mesures de sécurité associées au personnel, aux renseignements, aux biens matériels, à la technologie de

l'information et à la passation de marchés ainsi que les préparatifs d'urgence et les mesures de protection contre la violence. Le CSM examine tous ces éléments et offre à l'agent de sécurité du Ministère des conseils stratégiques pour fins d'application possible dans l'ensemble de TPSGC. Toutefois, le CSM ne remplace pas d'autres organes consultatifs comme le Comité national de santé et de sécurité ou le Réseau des préparatifs d'urgence.

3. COMPOSITION

Présidence

La présidence du CSM est assurée par l'ASM, c'est-à-dire le directeur général, Secteur de la santé, de la protection, de la sécurité, des urgences et de l'administration, Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications. En raison de son rôle officiel, qui consiste en partie à fournir aux cadres supérieurs des conseils et une orientation en matière de sécurité, l'ASM est en mesure de faire part des préoccupations des membres du CSM à la haute direction.

Membres

Le CSM est composé de :

a. représentants d'organisations faisant partie de la structure de gouvernance répartie en matière de sécurité :

1. Direction générale des services ministériels, des politiques et des communications :

- Secteur de la santé, de la protection, de la sécurité, des urgences et de l'administration :
 - ASM et directeur général, Secteur de la santé, de la protection, de la sécurité, des urgences et de l'administration;
 - agent de sécurité du Ministère adjoint et directeur, Direction de la sécurité ministérielle;
 - directeur, Direction de l'environnement, de la santé et de la sécurité ministériels;
 - directeur, Direction des préparatifs d'urgence ministériels;
 - directeur, Direction des enquêtes spéciales.

2. Direction générale des conseils, de l'information et des services partagés :

- directeur général, Secteur de la sécurité industrielle.

3. Direction générale des services d'infotechnologie :

- coordonnateur de la sécurité de la technologie de l'information (TI) du Ministère et directeur, Direction de la sécurité de la technologie de l'information, Secteur des fonctions de dirigeant principal de l'information de TPSGC.

4. Direction générale des biens immobiliers :

- directeur, Direction de la gestion des biens et des installations, Secteur des programmes professionnels et techniques.

5. Direction générale des ressources humaines :

- directeur, Direction des relations de travail, Secteur des relations de travail et de la rémunération.

6. un directeur général régional.

b. au besoin, des représentants d'autres organisations du Ministère qui ont certaines responsabilités en ce qui concerne la planification de la continuité des activités et des questions se rattachant à la sécurité, mais qui ne font pas partie de la structure de gouvernance répartie en matière de sécurité :

1. directeur, Direction de la gestion du changement et du perfectionnement professionnel, Secteur du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, Direction générale des approvisionnements;
2. un représentant de la Direction générale de la comptabilité, de la gestion bancaire et de la rémunération;

3. directeur, Services d'appui organisationnel, Services intégrés, Bureau de la traduction.

4. FONCTIONS

- a. Les membres du CSM informeront le président (en sa qualité d'ASM) de préoccupations, de questions, d'occasions, d'événements, etc., qui ont une incidence sur la mise en application du Programme de sécurité du Ministère
- b. Le CSM assurera la mise en application d'une démarche uniforme pour les activités suivantes au sein d'organisations distinctes :
 - 1. élaboration de politiques ministérielles de sécurité et de normes opérationnelles et techniques en vue du respect des exigences de la [PGS](#);
 - 2. mise en œuvre d'un programme de certification et d'accréditation pour les systèmes de la technologie de l'information;
 - 3. introduction et mise en application de principes et de pratiques pour la gestion des risques pour la sécurité;
 - 4. établissement et mise en application de normes touchant la formation en matière de sécurité;
 - 5. prestation des programmes ministériels de sensibilisation à la sécurité;
 - 6. prestation du Programme de la sécurité industrielle;
 - 7. élaboration et mise en application d'un programme d'enquêtes sur les incidents de sécurité et de conseil au sous-ministre en matière des sanctions à prendre contre les employés coupables d'inconduite ou de négligence;
 - 8. diffusion de renseignements de sécurité qui peuvent s'appliquer à l'ensemble de TPSGC.
- c. Le CSM exercera des pouvoirs d'approbation pour toutes les PM relatives à la sécurité.
- d. Le CSM coordonnera l'examen annuel des plans opérationnels relatifs à la sécurité afin de faire en sorte qu'ils respectent les dispositions de la [PGS](#) et qu'ils correspondent aux priorités et objectifs stratégiques en matière de sécurité du Ministère ainsi qu'aux autres objectifs ministériels.
- e. Le CSM servira de tribune pour les consultations et l'échange de renseignements sur les éléments suivants :
 - 1. les différents projets ou plans d'action établis par les organisations qui font partie de la structure de gouvernance répartie en matière de sécurité;
 - 2. les politiques et les lignes directrices établies par les ministères directeurs et les organismes centraux.
- f. Le CSM appuiera le Programme de planification de la continuité des activités de TPSGC, conformément aux exigences liées à la structure de régie établies dans la [« Norme de sécurité opérationnelle – Programme de planification de la continuité des activités \(PCA\) » \(article 3.1\)](#) de la PGS.
- g. Les membres du CSM peuvent tenir des réunions pour se consulter avant d'informer le sous-ministre de menaces importantes qui pourraient avoir une incidence sur le niveau de sécurité de TPSGC.
- h. Le CSM peut faire des évaluations rétrospectives des incidents de sécurité majeurs.
- i. Le CSM veillera à ce que les directives en matière de sécurité qui proviennent du Bureau du Conseil privé et qui s'appliquent à TPSGC soient mises en œuvre.

5. GESTION

Horaire : Les membres du CSM se réuniront au moins une fois par trimestre, sur convocation de la présidence.

Exigence de sécurité : Tous les membres et leurs remplaçants doivent au moins avoir la cote de sécurité de niveau « Secret ».

Comptes rendus : Le compte rendu des réunions sera rédigé par le Secteur de la santé, de la protection, de la sécurité, des urgences et de l'administration et sera diffusé à tous les membres pour fins d'approbation.

